



Décision n° 2018-311

régularisant une activité de prises de vues
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée le 02 juillet 2018 par Monsieur MICHEL Christian,

Considérant que la demande porte sur la régularisation de clichés réalisés dans le cœur du parc national au cours des années 2016 et 2017, édités et vendus sous forme de cartes postales au refuge du lac d'Allos, au refuge du col d'Allos, à l'hôtel-restaurant Pascal (Allos), à la librairie les pléiades (Colmars), à la librairie d'Allos et au tabac de Villars (Colmars).

Considérant que la demande de prises de vues entre dans un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° *réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques* » liés au territoire du Mercantour,

Décide :

Article 1:

A titre de régularisation, Monsieur MICHEL Christian, photographe amateur et ci-après désigné « le bénéficiaire », est autorisé aux conditions définies dans les articles suivants, à commercialiser des prises de vues réalisées dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues sont éditées sous forme de cartes postales valorisant les paysages et le patrimoine naturel montagnards, notamment ceux du Parc national du Mercantour. Ces images sont destinées à l'édition artisanale pour mise en vente dans les établissements touristiques locaux du Haut-Verdon.

Article 2 :

A titre de régularisation, cette autorisation est accordée pour les photographies réalisées au cours des années 2016 et 2017 dans les secteurs du lac d'Allos et de l'Encombrette.

Article 3 :

3.1. Le bénéficiaire est tenu de ne pas commercialiser les clichés pris en cœur de parc national pour une utilisation à des fins publicitaires.

3.2. Le bénéficiaire est tenu de faire figurer sur les cartes postales éditées, la mention suivante : « cette photographie a été réalisée dans le cœur du parc national et a bénéficié d'une autorisation spécifique conformément à la réglementation en vigueur (numéro de la décision) »

Article 4 :

4.1. Dans un délai de 2 mois à compter de la date de signature de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du parc national du Mercantour une copie numérique haute définition d'au moins deux clichés réalisés dans le cœur du parc national et actuellement édité en carte postale.

4.2. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), sous réserve de la mention obligatoire « © MICHEL Christian ».

Article 5 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 8 août 2018



Le Directeur Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER